



## **Austérité et baisse des dépenses publiques : suites des dégâts pour les Collectivités Territoriales (CT) !**

**La baisse des dotations aux Collectivités Territoriales (CT) engagée depuis 2014 est un mauvais coup pour le sport, l'EPS, le sport scolaire et bien d'autres aspects essentiels...**

Ce n'est pas l'annonce faite par F. Hollande\* au congrès des Maires de France, de ne ponctionner que 2,7 Milliards (Mds) sur les 3,7 Mds prévus pour 2017, qui régleront les dégâts occasionnés depuis 2014.

Rappelons qu'en 2014, ce gouvernement a diminué de 1,4 Mds sa dotation aux CT, puis, dans le cadre du plan d'économie de 50 Mds de 2015 à 2017, il a réduit de 3,5 Mds par an la dotation aux CT. Soit en cumulé pour les CT, une baisse de près de 28 Mds d'euros. L'équivalent de près de 10 à 15 % de leurs recettes en budget de fonctionnement, une paille !

Ainsi, selon une enquête de l'ANDES (Association Nationale Des Élus en charge du Sport), suite à ces baisses de dotations, 26 % des communes et intercommunalités ont baissé leurs subventions aux associations sportives en 2016, dont les AS de l'UNSS.

Ajoutons qu'en parallèle des nouvelles charges sont apparues pour les CT, comme la mise en place de la réforme des rythmes scolaires dans le premier degré et autres mesures.

Cette baisse des dotations dans le cadre de l'austérité, se traduit donc par des diminutions de subventions aux associations (sport et culture), mais aussi par la baisse des investissements ou rénovations d'équipements dont sportifs. Elle impacte aussi négativement le fonctionnement des services publics locaux, souvent par une « réduction de voilure ». De même, pour l'investissement des CT, qui sont le principal moteur de l'investissement public (plus de 70 %). Les conséquences en terme de diminution de commandes et de chantiers pour les entreprises, dont les PME et TPE, sont concrètes et cela, au détriment de la croissance et de l'emploi.

Pour réparer les dégâts qui auront aussi des effets dans le temps, ce n'est pas d'une moindre diminution de la dotation dont les CT et les pays ont besoin, mais d'une réinjection conséquente d'argent public, pour permettre une meilleure cohésion sociale et une relance de l'économie locale.

*\*L'État ne diminuerait que d'1 Md sur les 2 Mds de baisses prévues pour le bloc communal. La baisse pour les autres CT - département et région - ne change pas.*

**pascal.anger@snepfsu.net**